

Haïti: rompre avec la récession économique

Jean Baden Dubois: «On est en dépression économique. Même pas en récession, mais en dépression économique»

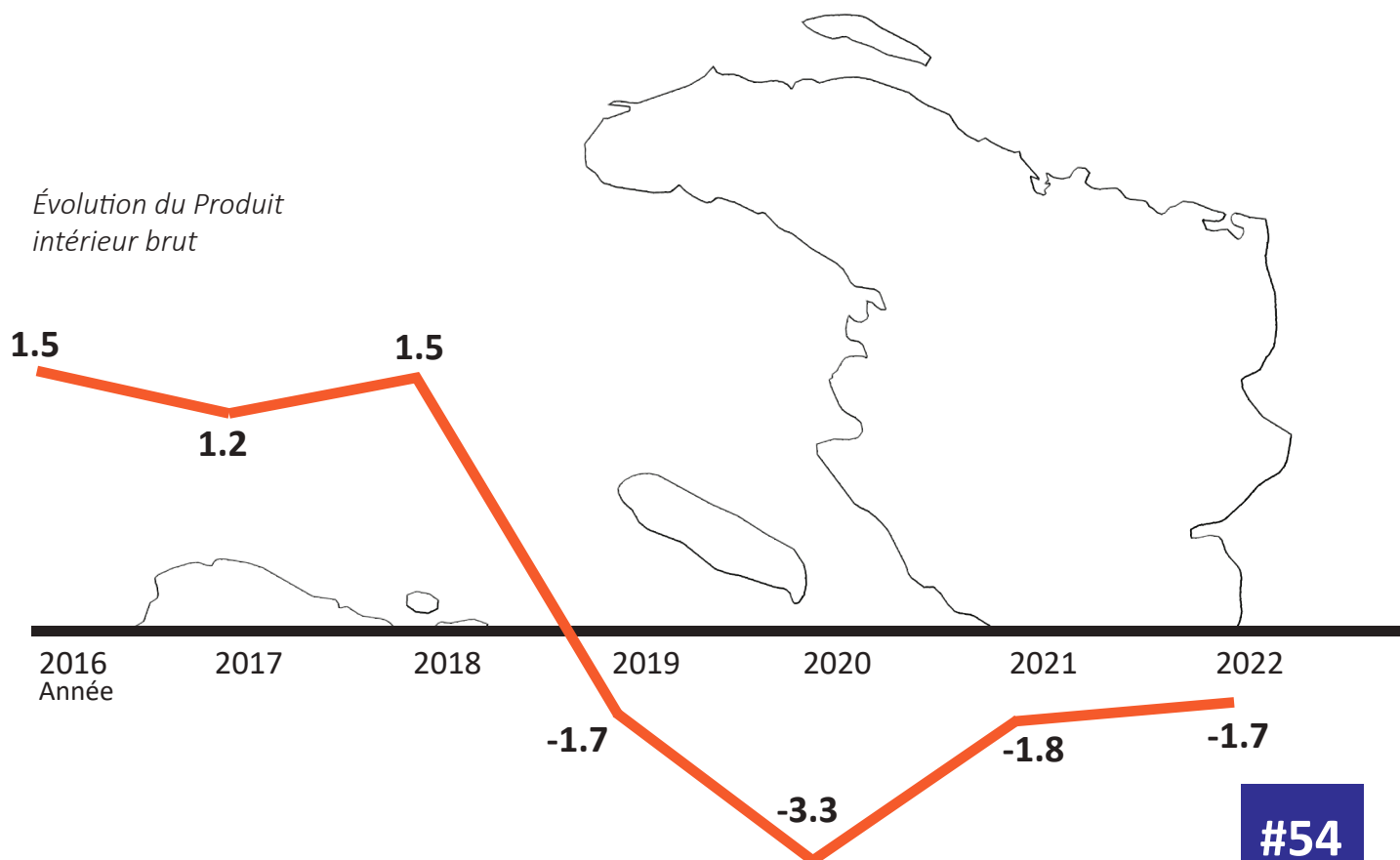
Insécurité, crise du carburant et climat politique responsables de la croissance négative de l'économie en 2022

2020 -2030 Une décennie d'action

DevHaïti[©]

Le Magazine du développement

Haiti en état de dépression économique



#54

16/01/2023

Une production:



Ont contribué à ce numéro:

Kattia JEAN FRANÇOIS, Milo MILFORT, Melissa PHILIDOR, Lovensky SALOMON, Johnny JOSEPH, Kesner PHAREL, Patrick SAINT-PRÉ, Dieudonné JOACHIM, Claudine ANDRÉ, Bélonny BIEN-AIMÉ.

Bilan économique catastrophique pour Haïti en 2022

L'année 2022 s'est terminée avec pertes et fracas. Une de ces années dont on n'aura aucun mal à oublier tant les mauvaises performances de l'économie nationale auront été légion. Si l'on s'appuie sur les quelques éléments de bilan économique relevés par l'économiste Enomy Germain: «2022 aura été l'année des pires records économiques jamais enregistrés en Haïti depuis plus de 25 ans».

L'année 2022, c'est aussi une année marquée par l'insécurité, l'expansion du grand banditisme et l'instabilité politique. Pour couronner le tout, la bonne gouvernance n'a pas été au rendez-vous une fois de plus.

Le budget adopté tardivement, au 8e mois de l'exercice 2021-2022, soit le 16 mai 2022 pour être précis, illustre de manière assez éloquente cette année de mauvaise gouvernance économique. En d'autres termes, aucun objectif pour l'année n'a été énoncé, aucune planification de l'année économique n'a donc pu être effectuée dans pareille condition. Au lieu d'être économique, l'agenda était plutôt politique en 2022.

Sur le plan micro, 2022 a été une mauvaise année pour le pouvoir d'achat des ménages haïtiens qui a considérablement chuté. Cette baisse considérable du pouvoir d'achat s'explique par une inflation particulièrement élevée de 47.2% en octobre 2022, soit le niveau jamais enregistré depuis plus de 25 ans.

Par ailleurs, 2022 c'est aussi une année difficile pour la gourde qui a connu une perte de plus de 50% de sa valeur sur l'année civile. L'agriculture, qui dans le temps représentait plus de 25% du PIB, a enregistré une baisse de 4.5% des activités dans le secteur en 2022. S'en est suivi, comme il fallait s'y attendre un peu, un niveau record de l'insécurité alimentaire. Plus de 5.6 millions d'haïtiens, soit un Haïtien sur Pdeux environ, se retrouvent donc en situation

d'insécurité alimentaire dans l'indifférence totale des autorités qui n'ont montré jusqu'ici aucune velléité ni aucune capacité d'inverser la vapeur.

L'économiste Enomy Germain évoque la «faillite financière de l'État» pour qualifier le déficit budgétaire record de près de 38 milliards de gourdes. Que dire du déficit de la balance commerciale qui ne cesse de se creuser au fil des années pour atteindre en 2022 le montant record de plus de 4 milliards de dollars américains ?

L'année 2022 marque aussi la quatrième année de croissance négative de l'économie haïtienne (-1.7%). Une performance jamais enregistrée depuis plus de 50 ans, en référence bien entendu aux quatre années de croissance négative. Haïti est donc en dépression économique, pour reprendre les propos du gouverneur de la Banque de la République d'Haïti, Jean Baden Dubois, tenus au tout début de l'année 2023.

Une année 2023 qui a démarré sur les chapeaux de roue. Au deuxième lundi du mois de janvier, le pays s'est réveillé sans aucun élu en poste. Le départ du tiers du Sénat sonne le glas de la chambre haute d'un Parlement dysfonctionnel depuis tantôt deux ans. Les dernières élections tenues dans le pays remontent à 2016. Une éternité pour une démocratie aussi fragile comme la nôtre dans laquelle les institutions ont un besoin impérieux d'être renforcées. Avec un handicap institutionnel aussi sérieux, difficile pour 2023 de ne pas faire aussi mal que 2022.

Ce qui ne nous empêche nullement de vous exprimer nos souhaits les meilleurs et de vous formuler nos vœux de paix, de santé et prospérité pour 2023 qui d'ores et déjà s'annonce comme une année de défis et de combats.

Haïti: rompre avec la récession économique

Le ministre de l'Economie et des Finances, Michel Patrick Boisvert, annonce en tout début de l'année 2023 des prévisions de recettes de l'ordre de 164 milliards de gourdes contre 120 milliards durant l'exercice précédent. De cette somme, les autorités financières entendent collecter pas moins de 21,3 milliards de gourdes de recettes pétrolières durant l'exercice 2022-2023 tout en réduisant le financement monétaire pour le faire passer de 47 milliards (2,5% du PIB) à 33 milliards de gourdes (1,3% du PIB). L'enveloppe budgétaire pour l'exercice en cours totalise 267,5 milliards de gourdes en hausse de 56 milliards par rapport à celle de 2021-2022.

Pour rompre avec le cycle infernal de la stagnation, voire de la dépression économique, le grand argentier de la République déclare que des dispositions sont déjà envisagées sur le plan sécuritaire pour faciliter la libre circulation des biens et des personnes sur toute l'étendue du territoire. Michel Patrick Boisvert prévoit que la collecte de la Direction générale des Impôts (DGI) et celle de l'Administration générale des Douanes (AGD) doivent non seulement permettre de couvrir les dépenses courantes, mais aussi dégager des moyens pour les investissements publics.

Des mesures sont prises dans le budget adopté récemment en conseil des ministres pour repousser certaines échéances fiscales afin de faciliter les entreprises en vue d'une reprise de l'économie. Le ministre de l'Economie et des Finances reconnaît toutefois que lesdites mesures sont insuffisantes pour redynamiser totalement une économie qui a subi autant de chocs en si peu de temps.

«Les 7,4 milliards de dettes pour les compagnies pétrolières ont été épongées en grande partie. Il ne reste qu'un reliquat de 710 millions de gourdes qui seront honorées grâce à la collecte substantielle obtenue à la faveur des ajustements récents connus dans la commercialisation des produits pétroliers», a confié le Michel Patrick Boisvert qui intervenait le 1er janvier 2023 à l'émission «Rendez-vous Économique» diffusée sur les ondes de Radio-Télé Métropole.



Michel Patrick Boisvert

Ministre de l'Economie et des Finances

Si les deux derniers ajustements (hausse) sur les prix des produits pétroliers ont engendré des douleurs tant sur le plan économique que social, le ministre de l'Economie et des Finances s'est montré soulagé que l'Etat puisse enfin sortir de la spirale de financement du carburant. Il confie par ailleurs que la loi de mars 1995 doit définitivement être revisitée pour les besoins du moment. L'Etat haïtien applique la loi de mars 1995 concernant les produits pétroliers depuis novembre 2002. (Ndlr: la loi de mars 1995 fait injonction à l'Etat haïtien de faire fluctuer les prix locaux en fonction des prix mondiaux et du taux de change.)

A bien entendre Michel Patrick Boisvert, interrogé par l'Economiste Kesner Pharel, la pression fiscale ne pourra pas dépasser les 6%, loin des 10 % et des moyennes de la région Caraïbienne. Le patron du MEF concède qu'en dépit de la dure réalité, les chiffres du budget doivent traduire une certaine crédibilité auprès des partenaires de l'Etat haïtien et de son ministère.

Les mesures prises par le gouvernement à travers la nouvelle loi de finances vont toucher tous les secteurs de l'économie (primaire, secondaire, tertiaire). Aussi, appelle-t-il à la bonne foi de chaque acteur du système, indépendamment de leur idéologie, à jouer sa partition pour sortir Haïti des griffes de la récession économique.

Jean Baden Dubois: «On est en dépression économique. Même pas en récession, mais en dépression économique»

Le Gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH), Jean Baden Dubois, a dressé un tableau sombre de la situation économique du pays lors de son intervention à l'émission *Le Rendez-vous Économique* animée par l'économiste Kesner Pharel sur la Radio Télé-Métropole, le 2 janvier 2023.

«C'est clair et net, on est en dépression économique. Même pas en récession, on est en dépression économique», a-t-il déclaré mettant en exergue l'environnement extrêmement difficile avec des zones sous l'emprise des gangs armés empêchant la circulation des personnes et des biens, affectant de manière négative l'économie.

Le contexte économique est marqué notamment par une inflation à 47,2 % selon l'IHSI, une croissance non au rendez-vous et des déséquilibres à la fois internes et externes qui certainement agissent sur l'inflation. Des déséquilibres qui s'élargissent, des déficits budgétaires liés au financement monétaire et au niveau des balances des paiements et sans oublier la variable d'anticipation.

Financements monétaires non profitables

Au niveau des déséquilibres internes, le financement monétaire, à savoir la création monétaire, est certainement très nocif pour l'économie parce qu'il induit l'inflation et certainement la dépréciation au niveau du marché de changes, à en croire M. Dubois.

On est proche de 50 milliards de gourdes par année en moyenne de financement monétaire. Le pays a connu pas moins de quatre années consécutives au cours desquelles l'année se termine avec des financements monétaires extraordinaires. «Quand on a des créations monétaires faites à partir de financement monétaire, la masse monétaire augmente», regrette le responsable de la BRH.

La masse monétaire augmente de plus de 30 %. Du 1er octobre 2021 où l'on avait, 98 milliards de gourdes de monnaie en circulation, on est passé au



Jean Baden Dubois

Gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH)

30 septembre 2022 à 128 milliards de gourdes de monnaie en circulation. En décembre 2022, on était déjà à 132 milliards de gourdes de monnaie en circulation.

«Quand on met toutes ces monnaies en circulation, c'est normal qu'il influe sur le taux de change et ait des effets sur l'inflation», admet Jean Baden Dubois.

Balance des paiements déficitaires

L'autre déséquilibre externe est lié à la balance des paiements, avance M. Dubois, ajoutant que nos importations (biens et services) s'élèvent à 5,4 milliards de dollars américains alors que les exportations se situent seulement à 1,35 milliard. «Donc, quand on considère la différence, notre balance commerciale déficitaire est à 4 milliards de dollars», dit-il.

À cause de la guerre (en Ukraine) et de l'inflation dans les autres pays, il y a une partie de cette inflation que nous importons. Notre importation a augmenté alors qu'on achète moins de biens. Parce que les biens deviennent plus chers, clarifie M. Dubois.

Au niveau des investissements privés, la situation n'est pas reluisante. 39,4 milliards de dollars d'inves

tissements directs entre 2021 et 2022 pour Haïti alors qu'après la Covid-19, on était à 50 milliards. «Ce n'est probablement pas de nouveaux investissements, mais des réinvestissements qui viennent essentiellement des deux grandes compagnies de télécommunications. Ce sont les dividendes qui sont réinvestis. Ce ne sont pas véritablement de nouveaux fonds».

Ainsi, selon lui, il y a de l'espace pour que les Haïtiens puissent faire du business dans le pays pour au moins substituer à l'importation. Mais il faut avoir l'environnement des affaires propice pour cela. «Quand on a une situation socio politique telle qu'elle, vous avez un autre phénomène qui se développe, les gens veulent beaucoup plus garder leurs dollars. Ce qui agit sur les facteurs de marché. Cette anticipation devient très forte», informe Jean Baden Dubois.

Fuite de capitaux...

Par ailleurs, les transferts sans contrepartie qu'on savait recevoir de la diaspora ont diminué de 5 %. En 2021, ils étaient à 3,9 milliards de dollars. On a fini l'année 2022 avec 3,7 milliards de dollars. Pour ce qui constitue actuellement la principale source de devises dans l'économie haïtienne.

Les transferts expédiés à l'étranger – à peu près 606 millions de dollars en 2021 – sont passés à 755 millions de dollars en 2022. «Est-ce que c'est une fuite de capitaux? Oui, c'est évident. Il y a beaucoup d'argent qui ont quitté le pays. La majorité de ce montant va en République dominicaine dépassant les États-Unis et tous les autres pays», a fait savoir le numéro un de la BRH, rappelant que les SPIH (transferts d'argent sur des comptes) en dollars ont augmenté de plus de 300%.

«Beaucoup de gens se rendent en République dominicaine au lieu de rester en Haïti. Toutes les universités se plaignent que leur nombre d'étudiants diminue drastiquement. Il y a même des universités qui se retrouvent en difficultés de pouvoir payer leurs professeurs parce qu'ils n'ont pas suffisamment d'étudiants payants», dévoile M. Dubois.

Entre 37 à 40% de cet argent va en République dominicaine.

Quelles perspectives ?

Pour Jean Baden Dubois, c'est la solidité et la crédibilité de la Banque centrale qui font que le change n'explose pas comme le pensent les gens rappelant qu'il y a des facteurs qui ont joué en notre défaveur au niveau des déséquilibres comme celui de la balance des paiements qui dépasse 500 millions de dollars américains.

La Banque centrale veille farouchement à la stabilité du taux de change.

«Il faut qu'il y ait l'équivalent d'un plan Marshall qui attaque les problèmes de pauvreté», encourage-t-il. Car, selon lui, les gangs ne surgissent pas comme ça. Ils ont pris naissance parce qu'on n'a pas créé suffisamment d'emplois. Ainsi, même si on parvenait à résoudre le problème de l'insécurité, mais si on ne crée pas d'emploi, si on ne permet pas la substitution à l'importation, si on ne priorise pas l'agriculture, l'éducation, la santé, les services de base, on ne pourrait rien changer.

«La gouvernance et la transparence peuvent résoudre la moitié des problèmes du pays», soutient-il.



Insécurité, crise du carburant et climat politique responsables de la croissance négative de l'économie en 2022



Des personnes courent lors d'une manifestation contre le coût de la vie à Port-au-Prince.

Photo crédit: © JOHNSON SABIN / EPA-EFE

L'économie haïtienne est, depuis 4 ans, entrée dans un véritable cycle de décroissance à cause de problèmes tant naturels qu'humains. Les résultats vont de mal en pis et il semble que les pouvoirs publics ne disposent pas des remèdes nécessaires. En effet, après des baisses successives de 1,7%, 3,3% et 1,8% au cours des exercices 2019, 2020 et 2021 respectivement, le Produit Intérieur Brut (PIB), à prix constants, a diminué de 1,7% en 2022. La particularité de cette année est que, selon l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), la décroissance est due uniquement aux problèmes socio-politiques.

Si l'on considère l'insécurité et le climat politique comme des maux structurels de l'économie haïtienne, la crise du carburant est un phénomène assez récent dont les impacts sont non négligeables. Le pétrole étant un produit transversal, sa rareté se fait sentir dans tous les domaines de l'économie, particulièrement sur les prix. En 2022, avec une crise

de carburant constante, l'inflation a atteint des niveaux record avec des taux de croissance moyens et annuels de 27,6% et 38,7% en 2022, contre 15,9% et 13,1% en 2021, contre 15,9% et 13,1% en 2021.

Le dysfonctionnement avéré de l'économie a également provoqué davantage la chute de la gourde par rapport au dollar américain. Comme les canaux d'entrée de dollars sont bloqués ou perturbés, à savoir les transferts internationaux, les exportations et les investissements étrangers, la gourde chute. Le dollar américain a connu une augmentation annuelle moyenne de 32,1% du taux de référence de la Banque de la République d'Haïti (BRH), s'échangeant en moyenne à 107,1 gourdes en 2022 contre 81,1 gourdes en 2021. Dans un pays où la consommation est principalement assurée par les importations, cela a considérablement impacté le coût élevé de la vie.

Par ailleurs, les mauvaises performances de l'économie en 2022 peuvent aussi se faire remarquer au niveau sectoriel. Quasiment tous les secteurs, à savoir agricole, industriel ainsi que de services, sont au rouge. En effet, la branche agricole s'est contractée de 4.5% par rapport à l'exercice antérieur, les industries extractives ont connu une baisse de 4.1% tandis que la branche des services de base (production d'électricité et de l'eau) a diminué de 14%. La faible hausse de 1.7% constatée dans la branche de la manufacture n'est pas suffisante pour compenser la chute des autres branches et de l'économie en général.

Sur le plan de l'offre et de la demande globalement, la situation n'est toujours pas reluisante. L'offre globale, constituée du Produit Intérieur Brut (PIB) et des importations, est passée de 851,7 à 853,1 milliards de gourdes entre 2021 et 2022, soit une augmentation en volume de 0,2% par rapport à l'année précédente. Il est important de noter que cette augmentation est due en moyenne à celle des importations qui, à prix constants, ont progressé de 4,9%. L'analyse de la structure des importations montre que ce sont surtout les articles manufacturés (20.0%), les produits alimentaires (11.0%) et les combustibles minéraux (5.2%) qui ont été à l'origine cette hausse.

Au niveau de la demande globale, seules la Consommation Finale de l'Administration Publique et les exportations sont en hausse. Ces deux agrégats ont respectivement progressé de 18.66% et 2.37%. La

Consommation Finale des Ménages a, pour sa part, chuté de 1%, en réalisant 648,8 milliards de gourdes, en terme réel, contre 653,4 milliards en 2021. L'IHSI attribue cette chute de la consommation des familles à la diminution des transferts sans contrepartie de la diaspora qui sont passés de 4,0 milliards de dollars US en 2021 à 3,78 milliards en 2022, soit une baisse de 6,6%.

D'autres agrégats de la demande globale comme la Consommation Finale des Institutions sans But Lucratif au Service des Ménages (1%) et les Investissements (10%), ont chuté en 2022. L'IHSI estime que la baisse de l'investissement est toutefois cohérente avec la baisse du montant global de l'investissement public, qui est passé en termes nominaux de 38,7 % à 28,0 % en 2021. On peut donc dire que selon les résultats de 2022, l'État haïtien consomme plus et investit moins.

Pour l'exercice 2022-2023, selon l'IHSI, il n'y a pas de grandes choses à espérer tant l'incertitude est élevée dans l'économie nationale. D'ailleurs, les goulots d'étranglement de 2021-2022 ont atteint des points culminants au cours du premier trimestre de l'exercice fiscal 2022-2023. Ceci est illustré par l'accélération de la hausse des prix à la consommation depuis octobre 2022 et l'accélération de la dépréciation de la gourde en décembre. L'exercice fiscal 2022-2023 est parti pour rentrer dans le cycle de forte inflation que connaît l'économie depuis 4 ans.



Dans les méandres du budget initial 2022-2023...

Le gouvernement de la République d'Haïti a adopté un budget initial pour l'exercice 2022-2023 à quelques jours de la fin du premier trimestre de ledit exercice. Nous vous livrons ci-dessous les grandes lignes de ce budget singulier.



*Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)
Crédit Photo : LeNouvelliste*

Un budget initial de 267 milliards de gourdes

Le budget initial de l'exercice fiscal 2022-2023 représente une enveloppe globale de 267 milliards de gourdes, en hausse de 56 milliards de gourdes par rapport au budget de l'exercice précédent. Selon les prévisions budgétaires, ressources domestiques comptent pour 211 milliards de gourdes, soit 78% des voies et moyens à raison de 61,3% des recettes courantes estimées à 164 milliards de gourdes. Les ressources externes passent à 56,4 milliards de gourdes et représentent 21,1%. Le gouvernement table sur des supports budgétaires de l'ordre de 9,1 milliards de gourdes (3,4%) et des dons et emprunts à hauteur de 47,2 milliards de gourdes (17,7%).

S'agissant des recettes courantes par institution de perception, la Direction générale des impôts (DGI) table sur des prévisions de 73,5 milliards de gourdes (45%) tandis que l'Administration générale des douanes (AGD) projette de collecter 90,3 milliards de gourdes (55%).

Le gouvernement prévoit d'effectuer des dépenses courantes de l'ordre de 155 milliards de gourdes (57,9%) et des dépenses de capital de 112,4 milliards de gourdes (42,1%).

À travers ce budget récemment adopté, le gouvernement compte implémenter ses programmes sociaux, mettre en œuvre le Plan de relèvement intégré de la péninsule du Sud, financer les campagnes agricoles, lutter contre la contrebande, etc. Objectifs à moyen terme du budget

- Faire passer la pression fiscale de 5.5% en 2022-2023 à 6.9% en 2024-2025
- Ramener l'inflation annuelle à 13.5% d'ici 2025 contre 38.7% en 2022-2023
- Stabiliser les dépenses courantes autour de 6.3% du PIB et faire passer les dépenses d'investissement à 1.7% du PIB contre 0.#% en 2024-2025

- Ramener le financement de la BRH de 2.5% du PIB à 0.3% du PIB d'ici à 2025
- Faire passer les émissions nettes de bons du Trésor de 0.6% du PIB en 2022-2023 à 1.1% d'ici 2025.

Le service de la dette caracole en tête

Le service de la dette accapare de plus en plus de ressources budgétaires. Dans le budget initial 2022-2023, une enveloppe de 36.7 milliards de gourdes, soit 13.7% de l'enveloppe globale, est affectée au service de la dette (amortissements + intérêts). Au cours de l'exercice précédent, le service de la dette était de 33.3 milliards de gourdes. C'est la plus grosse allocation de crédit dans le budget depuis quelque temps. Le crédit alloué au service de la dette dans le budget initial 2022-2023 représente plus de quatre fois celui de l'agriculture et plus de trois fois celui de la santé. Les programmes sociaux à l'honneur...

Après le service de la dette, c'est le ministère des Affaires sociales et du Travail (MAST) qui a bénéficié de plus de crédits budgétaires pour l'exercice fiscal 2022-2023 pour promouvoir les programmes sociaux du gouvernement afin de venir en aide à près de cinq millions d'Haïtiens vivant dans l'insécurité alimentaire. Un crédit budgétaire de 30,6 milliards de gourdes dont six milliards provenant du Trésor public est alloué au ministère des Affaires Sociales et du Travail à cet effet. Ce crédit budgétaire alloué au MAST représente 11,6% de l'enveloppe budgétaire. C'est le premier poste budgétaire devant le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle avec 11, 2% et le ministère de la Justice et de la Sécurité publique avec 10,8%. En deux ans, les crédits alloués à cette institution sont passés de 1,4 à 30,6 milliards de gourdes, soit un bond de 2 185%.

Intervention publique: une rubrique valant son pesant d'or

Cette rubrique accapare, selon les prévisions, 10% de l'enveloppe globale. Un montant de 26.7 milliards de gourdes est donc affecté à cette rubrique. C'est la 5e plus grosse part du budget initial 2022-2023. Le montant affecté à cette rubrique est bien plus important que celui affecté au ministère de la Santé publique et de la Popula-

tion ou celui du ministère des Travaux publics, Transports et Communications (MTPTC).

Des curiosités budgétaires...

Le budget du Sénat, qui est handicapé de deux tiers, et celui de la Chambre basse, qui ne compte pas de députés, sont chiffrés respectivement à 2.1 et 1.96 milliards de gourdes ils sont supérieurs à celui de l'Université d'État d'Haïti (UEH), 1,90 milliards de gourdes. Dans le budget 2021-2022, le Sénat et la Chambre basse avaient respectivement 1.8 et 1.6 milliards de gourdes. La présidence sans un président en fonction bénéficie de 1.6 milliard de gourdes alors que la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif doit se contenter de 1,2 milliard de gourdes. Quant à la Primature, ses allocations budgétaires passent de 2.1 milliards de gourdes lors de l'exercice 2021-2022 à 3.4 milliards de gourdes dans l'actuel budget. Il y a 8.2 milliards de gourdes dans le budget sous la rubrique subvention.

200 millions de gourdes de ressources domestiques non fiscales...

200 millions de gourdes prévues pour les ressources domestiques non fiscales dans le budget initial 2022-2023. Selon l'économiste Kesner Pharel, ce sont des ressources trop peu ambitieuses pour un pays de plus de 11 millions d'habitants avec 60% de gens vivant dans la pauvreté. Cela explique tous les problèmes d'injustices (fiscales) à l'intérieur du budget.

Un budget généreux envers les entreprises

Le budget initial 2022-2023 accorde des avantages fiscaux aux entreprises après modifications de plusieurs articles de la loi du 9 octobre 2022 relative au Code d'investissement. Suivant ces modifications, des avantages sont accordés:

- Aux entreprises agricoles, aux sociétés de développement agricole et aux coopératives agricoles: la franchise douanière et fiscale pour une période de sept années consécutives sur les importations de biens d'équipements et de matériels nécessaires à l'implantation et l'exploitation de l'entreprise (véhicules à moteur, semences, engrais, pesticides, etc.);

- Aux entreprises et coopératives artisanales: elles bénéficient d'une exonération des droits de douane pour une période ne dépassant pas cinq années consécutives sur les fournitures et les matériels d'emballage
- Aux entreprises de développement touristique: elles bénéficient de la franchise douanière et fiscale pour une durée de sept années consécutives sur les importations de biens d'équipements et de matériels nécessaires à la prospection, l'implantation, l'aménagement ou le réaménagement quand les équipements en question ne sont pas disponibles sur le marché local dans les mêmes conditions de qualité et de prix
- Aux promoteurs et opérateurs de zones franches (personnes morales): en sus d'une exonération totale de l'impôt sur le revenu pour une période de sept années consécutives, ces derniers héritent aussi de la franchise douanière et fiscale;
- Aux entreprises dont les services ou la production se tournent vers l'exportation ou la réexportation: la franchise douanière et fiscale est accordée pour une période de sept années consécutives sur les importations de biens d'équipements et de matériels nécessaires à l'installation, au fonctionnement et à la production de l'entreprise.

La malnutrition aiguë menace la vie de millions d'enfants vulnérables dans 15 pays, dont Haïti

Afghanistan, Burkina Faso, Éthiopie, Haïti, Kenya, Madagascar, Mali, Niger, Nigéria, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad et Yémen sont les 15 pays les plus durement touchés par une crise alimentaire et nutritionnelle sans précédent

Plus de 30 millions d'enfants dans les 15 pays les plus touchés souffrent d'émaciation – ou malnutrition aiguë – et 8 millions d'entre eux souffrent d'émaciation grave, la forme la plus mortelle de dénutrition. Une lourde menace plane sur la vie de ces enfants et sur leur santé et leur développement à long terme, qui a un impact sur les personnes, les communautés et les pays.

Cinq agences des Nations Unies ont donc réclamé une intervention d'urgence pour protéger les enfants les plus vulnérables dans ces pays les plus durement touchés par cette crise alimentaire et nutritionnelle sans précédent.

Les conflits, les chocs climatiques, les effets persistants de la Covid-19 et la hausse du coût de la vie entraînent une augmentation du nombre d'enfants



*Un enfant subit un contrôle de malnutrition à un hôpital pour enfants au Sud-Soudan.
Photo crédit: UNICEF*

en situation de malnutrition aiguë, alors que les services vitaux tels que les soins de santé et l'aide nutritionnelle sont de moins en moins accessibles.

Mettre en œuvre un Plan d'action mondial

Face à cette situation, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) demandent, dans un communiqué de presse conjoint, des progrès plus rapides dans la mise en œuvre du Plan d'action mondial sur l'émaciation chez les enfants. Cela dans le but de prévenir, de détecter et de traiter la malnutrition aiguë des enfants dans les pays les plus touchés, à savoir l'Afghanistan, le Burkina Faso, l'Éthiopie, Haïti, le Kenya, Madagascar, le Mali, le Niger, le Nigéria, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud, le Tchad et le Yémen.

Le Plan d'action mondial vise à répondre au besoin d'une approche multisectorielle et met en lumière les interventions à mener en priorité dans le domaine de la nutrition maternelle et infantile au moyen des systèmes alimentaires et des systèmes de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement et de protection sociale. Face aux besoins croissants, les agences des Nations Unies ont recensé cinq interventions prioritaires qui permettront de lutter contre la malnutrition aiguë dans les pays touchés par des conflits et par des catastrophes naturelles ainsi que dans les situations d'urgence humanitaire. Il s'agit d'un ensemble coordonné de mesures qu'il sera essentiel d'intensifier si l'on veut prévenir et traiter la malnutrition aiguë chez les enfants et éviter des morts tragiques.

La situation risque de se détériorer en 2023

Les agences des Nations Unies appellent de leurs vœux une intervention décisive et rapide pour empêcher que cette crise ne tourne à la tragédie pour les enfants les plus vulnérables dans le monde. Tous appellent à accroître les investissements à l'appui d'une action coordonnée des Nations Unies qui soit proportionnelle aux besoins inédits provoqués par cette crise grandissante, avant qu'il ne soit trop tard.

«La situation risque de se détériorer encore davantage en 2023», a déclaré Qu Dongyu, Directeur général de la FAO. «Nous devons faire en sorte qu'une

alimentation saine soit disponible, abordable et accessible pour les jeunes enfants, les filles, et les femmes enceintes ou allaitantes», a ajouté M. Qu.

«Le Plan d'action mondial des Nations Unies sur l'émaciation chez les enfants constitue un effort concerté visant à prévenir, détecter et traiter l'émaciation à l'échelle mondiale. Au HCR, nous travaillons avec acharnement pour améliorer nos analyses et mieux cibler nos mesures afin de nous assurer de venir en aide aux enfants les plus à risque, notamment parmi les populations réfugiées et déplacées à l'intérieur de leur pays», a déclaré M. Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

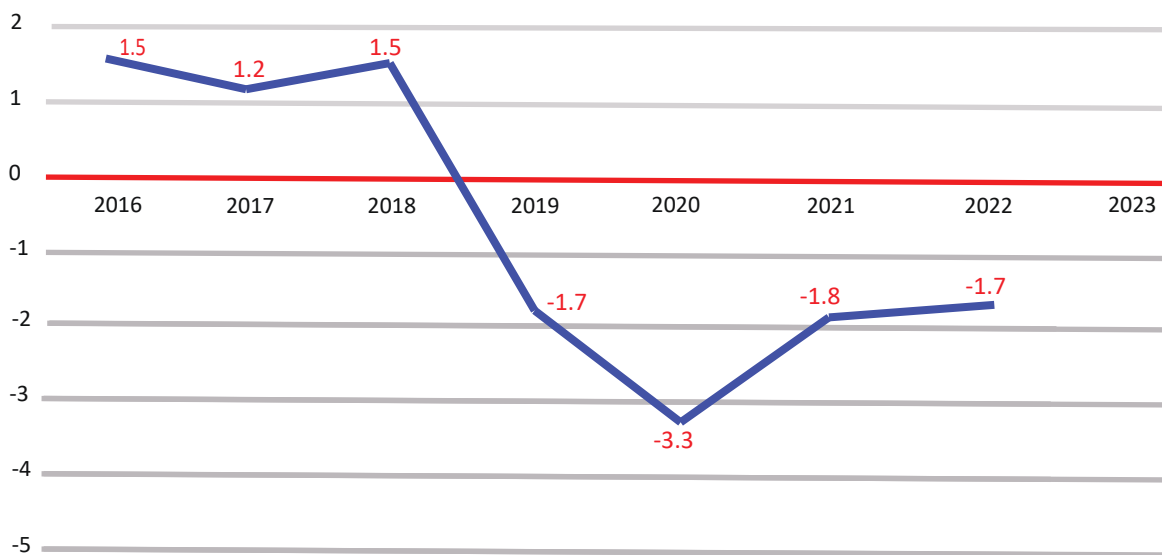
«Les crises qui s'enchaînent se traduisent par des millions d'enfants souffrant d'émaciation et entravent l'accès de ces enfants aux services essentiels. L'émaciation est douloureuse pour l'enfant, et dans les cas les plus graves, elle peut entraîner la mort ou avoir des conséquences à vie sur la croissance et le développement de l'enfant. Nous pouvons et devons mettre un terme à cette crise nutritionnelle au moyen de solutions éprouvées permettant de prévenir, de détecter et de traiter rapidement l'émaciation chez l'enfant», a déclaré pour sa part Catherine Russell, Directrice générale de l'UNICEF.

«Plus de 30 millions d'enfants sont en situation de malnutrition aiguë dans les 15 pays les plus touchés, aussi devons-nous agir maintenant et de façon concertée. Nous devons impérativement collaborer pour renforcer les dispositifs de protection sociale et l'aide alimentaire pour faire en sorte que les femmes et les enfants qui en ont le plus besoin aient accès à des aliments nutritifs spécialement conçus», a déclaré David Beasley, Directeur exécutif du PAM.

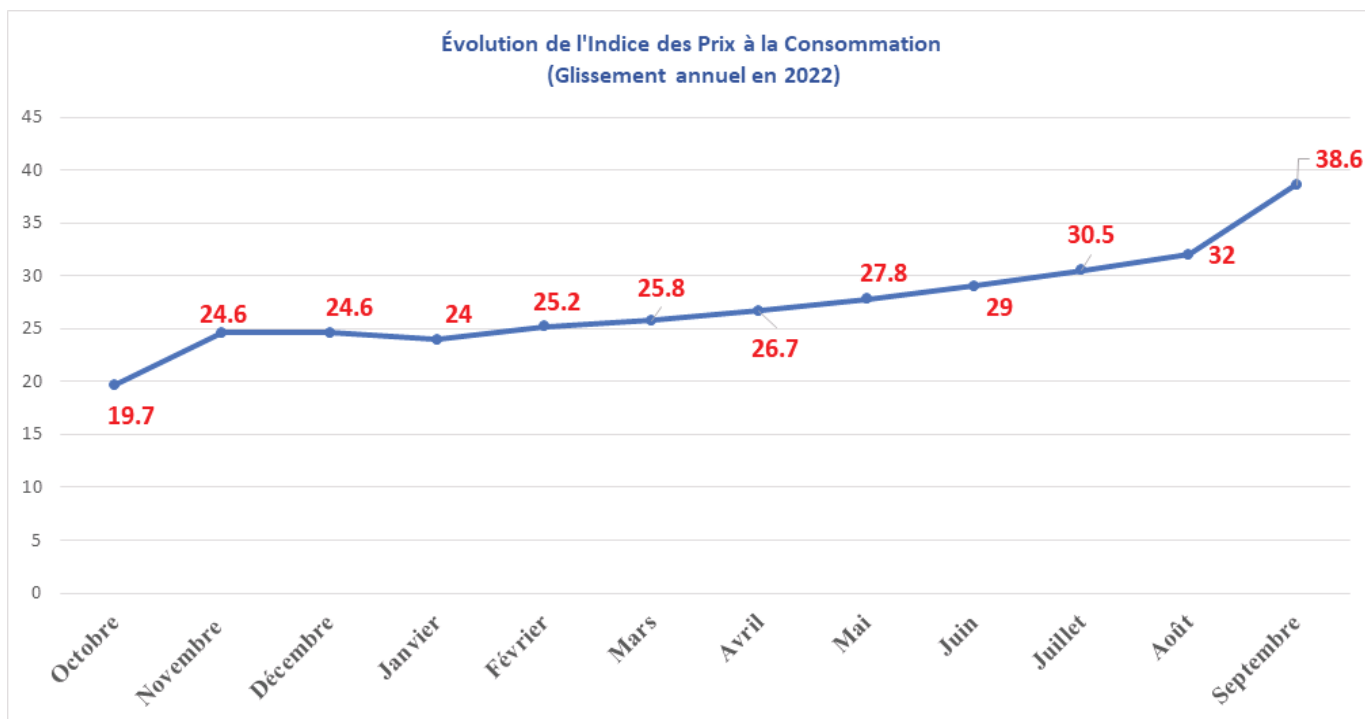
«La crise alimentaire mondiale est aussi une crise sanitaire, et un cercle vicieux : la malnutrition provoque des maladies, et les maladies aggravent la malnutrition», a souligné Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS. «Une aide urgente doit être déployée dès maintenant dans les pays les plus touchés pour protéger la vie et la santé des enfants, notamment en garantissant l'accès vital à une alimentation saine et aux services de nutrition, en particulier pour les femmes et les enfants».

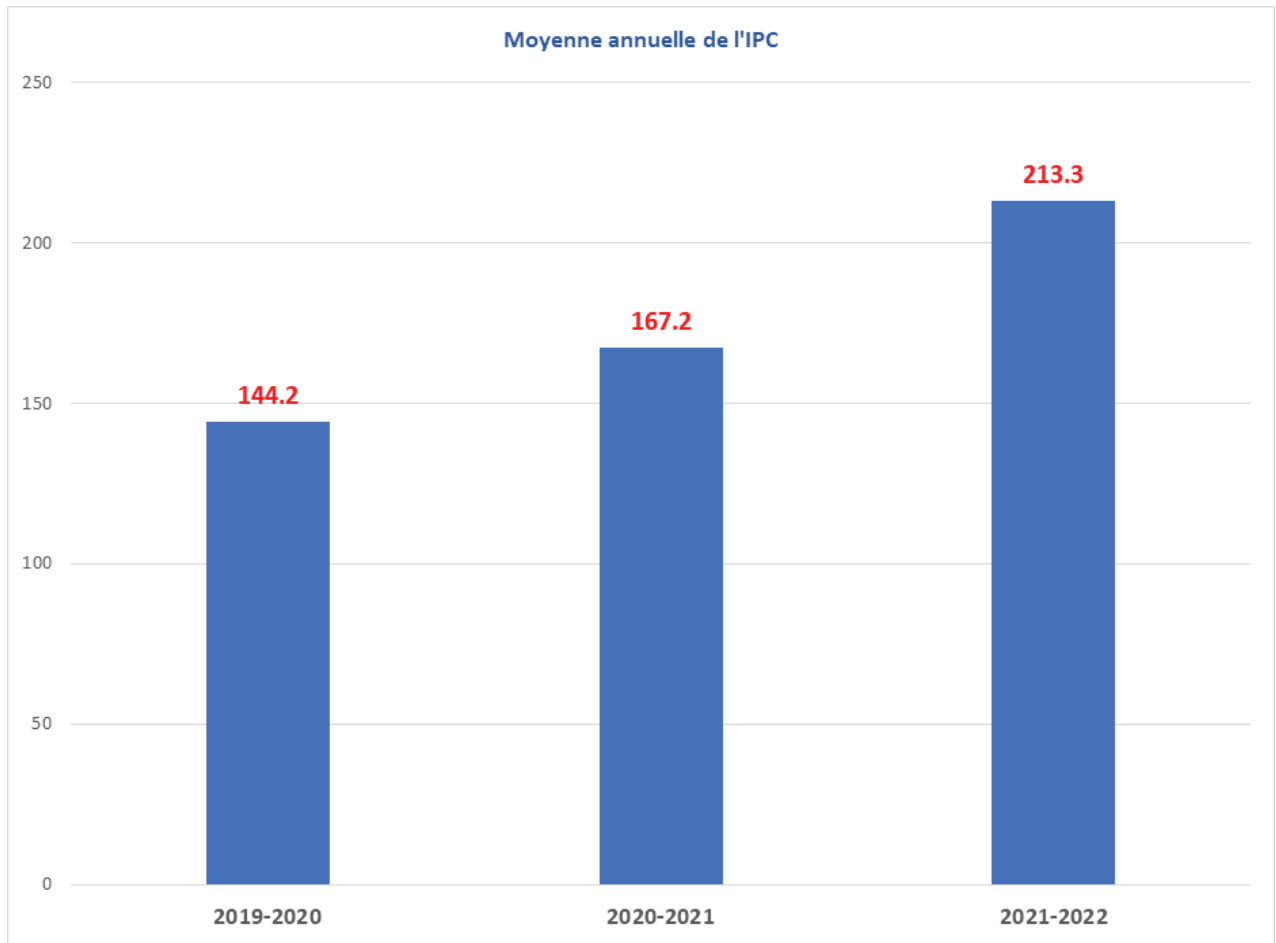
Notes Infographiques

Croissance de l'économie haïtienne (en pourcentage)



Évolution de l'Indice des Prix à la Consommation (Glissement annuel en 2022)





Brèves

La part du lion pour le ministère des Affaires sociales et du Travail

Dans le budget initial 2022-2023, 30.6 milliards de gourdes ont été allouées au ministère des Affaires sociales et du Travail (MAST), soit 11.6% de l'enveloppe globale. Ce qui fait du MAST le ministère qui a bénéficié le plus de crédits pour l'exercice fiscal en cours. Par rapport au dernier budget, l'allocation de ce ministère était de 4.8 milliards de gourdes. Le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP), deuxième institution derrière le MAST à avoir atteint la barre de 30 milliards de gourdes, devrait recevoir 11.2% des crédits budgétaires, selon les prévisions.

Le secteur finances et assurances chancelle...

La valeur ajoutée de la branche des activités financières et d'assurances, au terme de l'année fiscale 2022, a crû, en volume, de 3.6%, pour un montant de 20.2 milliards de gourdes, selon l'IHSI. Pour sa part, le secteur bancaire a affiché une progression d'un peu plus de 4% de sa valeur ajoutée. Les institutions de microfinance, de leur côté, ainsi que les autres institutions de crédit ont enregistré un accroissement moyen similaire de 4% de leur valeur ajoutée. La valeur ajoutée du secteur des assurances a également évolué à la hausse, soit une progression en volume de 2.9%.

Surplus de gourdes...

La masse monétaire a augmenté de plus de 30% lors de l'exercice fiscal écoulé, indique le gouverneur de la BRH, Jean Baden Dubois. «Du 1er octobre 2021 au 30 septembre 2022, nous sommes passés de 98 milliards de gourdes de monnaie en circulation, une composante importante de la masse monétaire, à 128 milliards de gourdes», soutient le gouverneur, ajoutant qu'en décembre 2022, la quantité de monnaie en circulation a atteint 132 milliards de gourdes.

Chute des services de base en 2022

Les services de base renfermant essentiellement la production et la distribution d'électricité et d'eau

ont chuté en 2022, a fait savoir l'IHSI. Accumulant globalement 7.5 milliards de gourdes de valeur ajoutée à prix constants en 2022, ces deux sous-branches ont contracté de 14%, contre -5.2% en 2021 où elles avaient atteint au total 8.8 milliards de gourdes.

La rubrique "Intervention publique" a le vent en poupe...

La rubrique "Intervention publique" accapare, selon les prévisions, 10% de l'enveloppe globale du budget 2022-2023. Un montant de 26.7 milliards de gourdes est donc affecté à cette rubrique. C'est la 5e plus grosse part du budget initial. Le montant affecté à cette rubrique est bien plus important que celui affecté au ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP) ou celui du ministère des Travaux publics, Transports et Communications (MTPTC). Le budget du MTPTC est de 18.2 milliards de gourdes, soit une augmentation de 2 milliards de gourdes par rapport au budget de l'exercice précédent (16 milliards de gourdes).

Faible progression pour la branche "Éducation"

La branche "Éducation" a progressé de 3.9%, avec une valeur ajoutée de 57.9 milliards de gourdes à la fin de l'exercice fiscal 2022, par rapport à l'année fiscale 2021, où elle avait enregistré une croissance de 3.1% pour 30.2 milliards de gourdes, indique l'IHSI. Par ailleurs, la valeur ajoutée de la branche "Santé et Action Sociale" a globalement enregistré une hausse de 5.4% en réalisant 26.6 milliards de gourdes en valeur constante à la fin de l'exercice fiscal 2022, contre 25.2 milliards en 2021.

Les services de Télécommunication sortent du lot

Les services de Télécommunication font partie des rares activités qui ont relativement crû en 2022 avec une progression de 4.4%, a fait savoir l'IHSI, dans sa dernière publication "les Comptes Économiques en 2022". En effet, après avoir atteint 12.9 milliards de gourdes en terme réel en 2021, la valeur ajoutée de cette branche est passée à 13.5 milliards en 2022.

Prévisions moroses pour 2023...

La directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, prévoit une année 2023 "plus difficile" pour l'économie mondiale, sur fond de ralentissement des principaux moteurs de la croissance mondiale. Le FMI prévoit une croissance mondiale de 2.7% cette année. C'est déjà le niveau le plus faible depuis 2001, hors crise financière de 2008 et pandémie de Covid en 2020.

Mainmise du service de la dette

Dans le budget initial 2022-2023, une enveloppe de 36.7 milliards de gourdes, soit 13.7% de l'enveloppe globale, est affectée au service de la dette (amortissements + intérêts). Au cours de l'exercice précédent, le service de la dette était de 33.3 milliards de gourdes. C'est la plus grosse allocation de crédit dans le budget depuis quelque temps. Le crédit alloué au service de la dette dans le budget initial 2022-2023 représente plus de quatre fois celui de l'agriculture et plus de trois fois celui de la santé.

La Banque centrale dominicaine maintient le cap...

La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a décidé de maintenir son taux d'intérêt à 8.50% par an. L'annonce a été faite samedi, lors de sa réunion de politique monétaire (TPM) de décembre 2022. L'institution a indiqué également que le taux de la facilité permanente reste à 9% par an et le taux des dépôts portant intérêt se maintient à 8% par an.

Un nouveau pallier pour la Croatie

La Croatie a dit adieu à sa monnaie, la kuna, pour adopter l'euro et intégrer l'espace Schengen de libre circulation. Le pays devient donc le 27e État à avoir rejoint l'espace Schengen, une vaste zone au sein de laquelle plus de 400 millions de personnes peuvent voyager librement, sans contrôle aux frontières intérieures.

La dette de République dominicaine en sûreté

La République dominicaine est parmi les pays présentant le risque le plus faible de conformité au service de la dette pour la période 2023-2028, car plus de 50% de la composition de la dette comprend une forte participation de la monnaie locale, rédui-

sant l'impact du risque de change, a souligné le Conseil économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).

Les dépenses courantes indétrônables

Les dépenses projetées dans le budget 2022-2023 sont réparties d'une part en dépenses courantes (57.9%) qui comprennent notamment les dépenses de personnel (29.4%) et, d'autre part, en dépenses de capital (42.1%), subdivisées en dépenses de programmes et de projets (29.6%), dépenses d'immobilisation (1.0%) et dépenses d'amortissement de la dette (11.4%), d'après la note de la Direction Générale du Budget.

Les objectifs budgétaires de 2022-2023

Un ensemble d'objectifs à moyen terme sont poursuivis à travers le budget initial de l'exercice fiscal 2022-2023, à savoir faire passer la pression fiscale de 5.5% en 2022-2023 à 6.9% en 2024-2025; ramener l'inflation annuelle à 13.5% d'ici 2025 contre 38.7% en 2022-2023; stabiliser les dépenses courantes autour de 6.3% du PIB et faire passer les dépenses d'investissement à 1.7% du PIB contre 0.3% en 2024-2025; ramener le financement de la BRH de 2.5% du PIB à 0.3% du PIB d'ici à 2025, en autres. En termes de perspectives macroéconomiques, ce budget table sur une croissance positive de 0.3% du PIB pour l'exercice 2022-2023.

Le système de paiement à la conquête du digital

Visa et la blockchain Ethereum s'allient pour travailler sur un nouveau système de paiement automatisé. Les échanges directs entre utilisateurs via leur "wallet", leur portefeuille crypto personnel, constitueraient le cœur d'activité de ce nouveau système de paiement.

Le retour de la Chine salué...

Les Bourses asiatiques saluent mardi la réouverture annoncée de la Chine en janvier, après trois ans d'isolement du reste du monde, en raison de l'application de la politique stricte du «zéro Covid». La Bourse de Tokyo a grimpé ce mardi tandis que celles de Shanghai et Shenzhen sont ouvertes à la hausse.

Retrouvez toutes les éditions de
DevHaiti sur
www.ahjedd.org
www.papyrushaiti.com
www.grouppcroissancehaiti.com

Une production:



Le magazine DevHaïti est produit par le Group Croissance, l'Association Haïtienne des Journalistes Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD) et Papyrus S.A.
Tous droits réservés.